



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION OCCITANIE-OUEST

ACCORD-CADRE N°21.14.040

Cahier des Clauses Administratives Particulières N°21381 du 10/09/2021

**Exploitation et Maintenance des installations CVC
pour le compte du CNRS-LCC à Toulouse**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**(CCAP) N° 21381 du 10/09/2021**

Le marché public est passé selon les dispositions de consultation établie en exécution des dispositions :

- De l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 **portant partie législative du Code de la Commande Publique**,
- Du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 **portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique au livre 1^{er} pour les**
 - ✚ Titre II : Chapitre IV - Article R2124-1 relatif aux marchés passés selon une procédure formalisée et sa section 1 – Article R2124-2-1° relatif à l'appel d'offres.
 - ✚ Titre VI : Chapitre 1^{er} – Section 1 – Sous-section 1 relative à l'appel d'offres ouvert et en particulier les dispositions des articles R2161-2 à R2161-5.
 - ✚ Titre VI : Chapitre II – Section 1 – Sous-Sections 1 et 3 relatives aux accords-cadres et en particulier les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et 14.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de fournitures et services – CCAG/FCS – NOR : ECOM2106868A

Il est conclu par :

Le **Centre National de la Recherche Scientifique** représenté par

CNRS - Délégation Occitanie-Ouest

Monsieur Christophe GIRAUD, Délégué Régional

16, Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 Toulouse Cedex 4

Tél : 33 (0)5 61 33 60 00

Fax : 33 (0)5 62 17 29 01

N° de TVA intracommunautaire : FR40 180.089.013.00676

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ	5
2.	FORME DU MARCHÉ – BONS DE COMMANDE.....	5
2.1.	FORME DU MARCHÉ	5
3.	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
4.	DATE D'EFFET – DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
4.1	DUREE DE L'ACCORD-CADRE – ENTREE EN VIGUEUR	6
4.2	RECONDUCTIONS DE L'ACCORD-CADRE	6
5.	INSTALLATIONS CONCERNEES – TYPE DE CONTRAT - ACCES AU SITE.....	6
5.1	INSTALLATIONS CONCERNEES	6
5.2	TYPE DE CONTRAT.....	6
5.3	ACCES AU SITE	6
6.	RESILIATION	6
6.1	CONDITIONS DE RESILIATION	6
6.2	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
7.	VARIANTES -PSE.....	7
7.1	VARIANTE	7
	LE PRESENT ACCORD-CADRE NE COMPORTE PAS DE VARIANTE.....	7
7.2	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	7
8.	BONS DE COMMANDE (PRESTATIONS HORS FORFAIT).....	7
8.1	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	7
8.2	CONTENU DES BONS DE COMMANDE	7
9.	MOTANT DE L'ACCORD-CADRE / REVISION DES PRIX / FORME DES PRIX.....	8
9.1	MONTANT MINIMUM ET MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE.....	8
	LE PRESENT ACCORD-CADRE EST CONCLU AVEC UN MINIMUM ET UN MAXIMUM EN VALEUR CONFORMEMENT A L'ARTICLE R2162-4-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.	8
9.2	MONTANT DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	8
9.3	MONTANT DES PRESTATIONS HORS FORFAIT (BONS DE COMMANDES)	8
9.4	FORME DES PRIX ET REVISIONS.....	9
9.4.1	Prestations Forfaitaires	9
9.4.2	Maintenance Type P3	9
9.4.3	Prestations hors forfait (sur bons de commande)	9
9.5	DISPOSITIONS COMMUNES	10
10.	MODALITES DE FACTURATION – PAIEMENT DE L'ACCORD-CADRE	10
10.1	MODALITES DE FACTURATION	10
10.1.1	Unité monétaire	10
10.1.2	Facturation électronique.....	10
10.1.3	Paiement des cotraitants.....	11
10.1.4	Paiement des sous-traitants	11

10.2	REGLEMENTS DES PRESTATIONS	12
10.2.1	Prestations forfaitaires.....	12
10.2.1.1.	Avance.....	12
10.2.1.2	Acomptes	12
10.2.2	Prestations hors forfait (Prestations sur bons de commande).....	12
10.2.5	Dispositions communes à l'ensemble des prestations (forfaitaires et hors-forfait).....	13
10.2.5.1	Délai de paiement de l'accord-cadre	13
10.2.5.2	Comptable – Cession de créances	13
10.2.6	Intérêts moratoires	13
11.	PENALITES ENCOURUES	13
11.1	DISPOSITIONS COMMUNES	13
11.2	PENALITES PORTANT SUR LES PRESTATIONS FORFAITAIRES ET HORS FORFAIT	14
11.3	PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES MENTIONNEES AUX ARTICLES L. 8221-3 A L. 8221-5 DU CODE DU TRAVAIL (DISPOSITIONS COMMUNES)	16
12.	SOUS-TRAITANCE	16
12.1	DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT	17
12.2	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	17
13.	CONDIDENTIALITE	17
14.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
14.1	OBLIGATIONS DES PARTIES	17
14.2	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	17
15.	CLAUZE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF).....	18
15.1	MESURES DE SECURITE	19
15.2	CERTIFICATION ET SECURITE DES PERSONNELS	19
15.3	MESURES DE PORTEE GENERALE.....	19
16.	OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	20
17.	ASSURANCE	20
18.	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	21
18.1	CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE.....	21
18.2	CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE	21
19.	CLAUSES PARTICULIERES	21
20.	ATTRIBUTION DE JURIDICTION	21
21.	DEROGATION – COMPLEMENT AU CCAG/FCS.....	21
21.1	DEROGATIONS	21
21.2	COMPLEMENT	21

1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent **un marché de services relatif à la maintenance des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation sur le site du CNRS-LCC : 205, route de Narbonne – BP 44099 31077 TOULOUSE CEDEX 4**

Les installations et les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières CCTP N°21382 et ses annexes.

Le présent accord-cadre est assorti **d'une obligation de résultat**, qui se caractérise par le respect impératif des spécifications décrites dans le CCTP N°21382. Tout débordement des tolérances qui y sont indiquées sera constitutif d'un manquement aux dites obligations et sera passible de pénalités.

Toute modification intervenant pendant la durée de validité de l'accord-cadre dans la configuration des prestations fera l'objet d'un avenant.

L'accord-cadre sera exécuté selon les délais, modalités d'exécution et spécifications définies dans le **Cahier des Clauses techniques Particulières N°21382**.

Le Code NACRES est : **BE.15 « Réparation et maintenance équipements climatisation, ventilation, chauffage, réservoirs »**.

Les Codes Nomenclatures CPV sont les suivants :

- **50700000-2 « Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments »**
- **50720000-8 « Services de réparation et d'entretien de chauffage central »**
- **50730000-1 « Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération »**

2. FORME DU MARCHÉ – BONS DE COMMANDE

2.1. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire (conclu avec un seul opérateur économique) qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-2 et R2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique et concerne :

- ❖ **Les prestations forfaitaires annuelles** (la notification de l'accord-cadre vaut engagement/commande de cette partie (reconductions éventuelles comprises) ;
- ❖ **Les prestations hors-forfait** (à la demande sur bons de commande).

3. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ↳ L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, et ses annexes financières ;
- ↳ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP N°21381 du 10/09/2021) et ses annexes le cas échéant, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait seul foi ;
- ↳ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP N°21382 du 10/09/2021) et ses annexes le cas échéant, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait seul foi ;
- ↳ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de fournitures et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 – CCAG/FCS – NOR : ECOM2106868A disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ↳ L'offre technique du Titulaire ;
- ↳ Le planning d'exécution validé par le CNRS ;

- ✎ Le cas échéant, l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (ATTRI 2) ;
- ✎ Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications postérieures à la notification de l'accord-cadre (DC4).

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des pièces de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

4. DATE D'EFFET – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Durée de l'accord-cadre – Entrée en vigueur

L'accord-cadre, est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter du **1^{er} janvier 2022** ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure, durée pendant laquelle des bons de commande pourront être émis.

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

4.2 Reconductions de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme, sauf décision contraire notifiée au titulaire avant sa date d'échéance. **Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.**

Le « Prestataire » de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

5. INSTALLATIONS CONCERNEES – TYPE DE CONTRAT - ACCES AU SITE

5.1 Installations concernées

Les installations concernées par le présent accord-cadre sont décrites dans le CCTP N°21382 ainsi qu'à son annexe N°1.

5.2 Type de contrat

Le niveau de maintenance demandé au « Prestataire » dans le cadre du montant forfaitaire du présent marché est de niveau 1 à 4 inclus.

5.3 Accès au site

L'accès au site s'effectue conformément à l'article 2.4 du CCTP N°21382.

6. RESILIATION

6.1 Conditions de résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS - articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **2%**.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 11.2 et 15.3 du présent CCAP.

6.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

7. VARIANTES -PSE

7.1 Variante

Le présent accord-cadre ne comporte pas de variante.

7.2 Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent accord-cadre comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :

- **PSE N°1 : Maintenance Type P3 Garantie Totale** (cf article 4.4.3 du CCTP N°21382) :

Le Titulaire devra proposer pour tous les équipements listés :

- une Garantie Totale limitée ne garantissant qu'une partie d'un équipement.

Exemple : le remplacement complet d'une chaudière ou d'un groupe froid ne sont pas compris dans le marché. Toutefois, les différents composants sont couverts par la garantie (diverses pièces de brûleur, circulateurs, vannes, régulateur, ...).

En cas de casse le forfait comprend toutes les interventions correctives sans limitation de coût sur les équipements techniques concernés par le P3.

Pour toute prestation rentrant dans le cadre du P3, un descriptif technico-financier de l'opération est transmis.

8. BONS DE COMMANDE (PRESTATIONS HORS FORFAIT)

8.1 Emission des bons de commande

L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Ils concernent les prestations hors-forfait à la demande et seront établis conformément aux dispositions de l'**article 8.2** ci-dessous. Elles pourront être commandées dès la survenance du besoin et pendant toute durée de l'accord-cadre.

Toute commande notifiée au titulaire antérieurement à la date de fin de l'accord-cadre, devra être traitée jusqu'à complète exécution.

8.2 Contenu des bons de commande

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le CNRS pourra émettre des bons de commande couvrant les prestations hors forfait décrites dans le CCTP N°21382. Ils seront établis par référence au tableau des prix unitaires définis dans l'annexe

à l'acte d'engagement « **Annexe 2 AE_DPGF_CNRS_LCC** » et/ou selon le prix du devis fourni par le titulaire et accepté par le CNRS.

Chaque bon de commande porte une date d'effet et un délai d'exécution et le cas échéant les conditions particulières de vérification des prestations objet de la commande. Le bon de commande devra faire explicitement référence à la prestation correspondante. Il sera accompagné (le cas échéant) d'un document décrivant la prestation attendue et les conditions de réalisation.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon doit comporter les renseignements suivants :

- La référence du N° de l'accord-cadre 21.14.040
 - Suivi du N° en 202XXX tel que fournit au titulaire lors de sa notification
- Le code division de l'Unité bénéficiaire : 0295
- La référence du bon de commande (0295L0XXXX)
- La désignation de l'émetteur du bon de commande,
- La désignation et la quantité de(s) la/les prestation(s) concernée(s)
- La date de début d'exécution,
- Le délai d'exécution,
- Le lieu d'exécution,
- Le montant total hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant T.T.C.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des commandes que l'Administration lui notifiera.

Aux montants et prix HT fixés pour l'exécution des prestations s'ajoute la Taxe à la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre, reconductions éventuelles comprises.

9. MOTANT DE L'ACCORD-CADRE / REVISION DES PRIX / FORME DES PRIX

9.1 Montant minimum et maximum de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu avec un minimum et un maximum en valeur conformément à l'article R2162-4-1° du Code de la Commande Publique.

✚ **Montant minimum de l'accord-cadre** : Montant annuel H.T des prestations forfaitaires fixé par le titulaire dans son annexe à l'acte d'engagement « **Annexe 2 AE_DPGF_CNRS_LCC** »

✚ **Montant maximum de l'accord-cadre** : 260 K€.

9.2 Montant des prestations forfaitaires

Le montant annuel total hors-taxes global et forfaitaire de l'accord-cadre est défini par le titulaire dans l'annexe à l'acte d'engagement « **Annexe 2 AE_DPGF_CNRS_LCC** »

Ce prix correspond aux prestations d'exploitation et de maintenance des installations techniques dans le cadre d'un contrat de niveau 1 à 3.

9.3 Montant des prestations hors forfait (bons de commandes)

Les prestations hors forfait à la demande sont traitées à prix unitaires (prix d'une prestation).

Elles seront facturées au titre de l'accord-cadre selon les prix tels que définis dans l'annexe à l'acte d'engagement « **Annexe 2 AE_DPGF_CNRS_LCC** ».

L'ensemble des prestations concernées sont listées à l'article 6 « Prestations hors forfait » du CCTP N°21382.

Montant estimatif annuel des prestations hors forfait : 24 K€ H.T.

9.4 Forme des prix et révisions

9.4.1 Prestations Forfaitaires

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (soit novembre 2021).

Ils sont fermes la première année puis pourront être révisés annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P2' = P2_0 \times \left(0.25 + 0.60 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0.15 \times \frac{FSD1}{FSD1_0} \right)$$

Dans laquelle :

P2' : nouveau prix de règlement des prestations

P2₀ : est le prix initial du marché

ICHT-IME : est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé dans l'Industrie mécanique et électrique indices connus à la date anniversaire du marché.

Valeur des indices connue au mois de l'établissement des offres (indiqué dans l'acte d'engagement).

FSD1 : valeur moyenne prorata temporis sur la période de facturation de l'indice « frais et services divers », publié dans le supplément du Moniteur des travaux publics et du Bâtiment dans son article 2.

FSD1₀ : prix initial en valeur du mois M0 (mois de remise des offres) indiqué dans l'acte d'engagement.

9.4.2 Maintenance Type P3

Les prix P3 définis à l'annexe à l'acte d'engagement sont révisables par application de la formule suivante :

$$P3 = P3_0 \times \left(0.25 + 0.75 \times \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

Dans laquelle :

P3 : Nouveau prix de règlement des prestations

P3₀ : Est le prix aux conditions initiales du marché

BT40₀ : sont les valeurs des indices connues au mois de remise des offres. (Indiqué dans l'acte d'engagement)

BT40 : sont les valeurs des indices connues à la date anniversaire du marché.

Les modifications tarifaires seront annoncées par écrit au CNRS au plus tard 1 mois avant l'échéance annuelle en cours.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si la Personne Responsable des marchés n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

9.4.3 Prestations hors forfait (sur bons de commande)

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite ajustables selon l'évolution du tarif public initial du titulaire ; chaque évolution **devant être transmise dès sa mise en application**. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Le CNRS se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité ni préavis si l'augmentation des prix est supérieure à 2% par an.

9.5 Dispositions communes

Les prix définis ci-dessus comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre et au respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

En cas de dénonciation par le CNRS, le présent accord-cadre prendra fin à compter de la date annoncée pour l'application de la hausse.

10. MODALITES DE FACTURATION – PAIEMENT DE L'ACCORD-CADRE

10.1 Modalités de facturation

10.1.1 Unité monétaire

L'accord-cadre est conclu en Euro.

10.1.2 Facturation électronique

Au titre du présent accord-cadre, les règlements seront effectués par virements administratifs au compte ouvert au nom du prestataire indiqué à l'acte d'engagement. Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation de factures établies à terme échu pour les prestations forfaitaires, et après service fait pour les prestations hors forfait.

La facture libellée au nom du CNRS, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre (21.14.040)
 - ce N° sera complété par le N° de marché en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de la notification du présent marché et dans chaque bon de commande)
- le N° de bon de commande : 0295L0XXXX
- le code division de l'Unité bénéficiaire
- les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- la désignation en clair du matériel livré / de la prestation exécutée
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS: FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ➡ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée exemple : UPR8241 (LCC)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS exemple : 0295L0XXXX

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional pour la circonscription Occitanie Ouest – 16, avenue Edouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest – 16, Avenue Edouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional pour la circonscription Occitanie Ouest.

Le CNRS est tenu de procéder au paiement des acomptes et du solde conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du décret n°2007-590 du 25/04/2007. Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

10.1.3 Paiement des cotraitants

Les dispositions de l'article 12.1 du CCAG/FCS s'appliquent.

Si le **titulaire** du marché public est un **groupement**, le **cotraitant non-mandataire** admis au paiement direct peut déposer sa facture dans Chorus Pro, si le mandataire est présent dans Chorus Pro. Celle-ci doit **obligatoirement** être **validée par le mandataire du marché**.

➤ Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

La demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

➤ Dans le cas d'un groupement solidaire :

Chaque cotraitant transmet sa demande de paiement au mandataire **hors Chorus Pro**.

Le mandataire dépose une seule demande de paiement pour l'ensemble du groupement. Le paiement est effectué sur un **compte unique**, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.1.4 Paiement des sous-traitants

❖ **Le droit au paiement direct des sous-traitants :**

Seul le sous-traitant accepté par le CNRS et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément du CNRS.

Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

❖ **La procédure de paiement direct :**

S'il est admis au **paiement direct**, et que le titulaire du marché est présent dans Chorus Pro, le **sous-traitant** peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro.

Celle-ci arrive au titulaire du marché **pour validation**, et prise en compte dans le processus de facturation.

❖ **Les sous-traitants de second rang:**

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Néanmoins, afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L. 2193-14 du code dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

10.2 Règlements des prestations

10.2.1 Prestations forfaitaires

10.2.1.1. Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement et conformément aux stipulations de l'article L2191-2 et des articles R2191-3 et R2191-7 du Code de la commande publique, une avance de **5 %** du montant annuel TTC des prestations forfaitaires exécutées sur 12 mois, sera réglée sans formalité, si ce montant est supérieur au seuil annuel de 50 000,00 € HT.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à **10 %**.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% de leur montant initial. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

10.2.1.2 Acomptes

Des acomptes interviendront **chaque mois à terme échu**, pour 1/12^{ème} du montant annuel stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement « **Annexe 2 AE_DPGF_CNRS_LCC** », sur présentation d'une facture établie conformément aux dispositions de l'article 10.1.2 du présent CCAP.

10.2.2 Prestations hors forfait (Prestations sur bons de commande)

Les règlements seront effectués sur présentation d'une facture établie conformément aux dispositions de l'article 10.1.2 du présent CCAP, **après exécution de la prestation**.

10.2.3 Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article 23.1 du CCAG/FCS, le CNRS peut prescrire au titulaire pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation de ce dernier.

Pour les modalités de fixation des prix de ces prestations l'article 23.2 du CCAG/FCS s'applique.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG/FCS, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par ordre de service, si dans un délai de **15 jours** suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a présenté aucune observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

10.2.4 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Les dispositions de l'article 24 du CCAG/FCS s'appliquent.

10.2.5 Dispositions communes à l'ensemble des prestations (forfaitaires et hors-forfait)

10.2.5.1 Délai de paiement de l'accord-cadre

Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

10.2.5.2 Comptable – Cession de créances

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest (la correspondance doit être adressée 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4).

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable Secondaire du CNRS – Délégation Occitanie Ouest - (la correspondance doit être adressée : 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4).

10.2.6 Intérêts moratoires

Conformément aux articles R2192-31 à 36 du code, le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord-cadre, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS ou de la date d'Admission des prestations si celle-ci est postérieure.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

11. PENALITES ENCOURUES

11.1 Dispositions communes

En application de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités applicables au titulaire pendant la durée du marché, ne pourra excéder 10% du montant total HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

11.2 Pénalités portant sur les prestations forfaitaires et hors forfait

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

OBLIGATION DE RESULTATS SUR LA MAINTENANCE			
LIBELLE	VALEURS	FREQUENCE	MONTANT DES PENALITES
Réactivité	CCTP	A chaque dépassement	100€ par heure de retard
Délai de remise en état	CCTP	A chaque dépassement	100€ par heure de retard
Température à maintenir (Chauffage, Climatisation)	CCTP	A chaque dépassement	200€ par dépassement constaté
Tâches planifiées	Retard dans une tâche planifiée	À chaque intervention	100€ par semaine de retard
En cours des interventions de maintenance corrective	12%	Trimestrielle	200€ par point de % supérieur à la valeur demandée
En cours des interventions de maintenance préventive	8%	Trimestrielle	200€ par point de % supérieur à la valeur demandée
Nombre de pannes bloquantes au-dessus du nombre prévu par lot technique	CCTP	Annuelle	200€ par panne supplémentaire
Traitement et analyse des eaux	CCTP	15 jours ouvrés après l'analyse	500€ par analyse manquante

ACCES			
LIBELLE	VALEURS	FREQUENCE	MONTANT DES PENALITES
Perte de clés ou de badges	x	À chaque perte	3 fois le prix du remplacement des installations
Accès d'un technicien du Titulaire ou d'un sous-traitant sans autorisation	CCTP	À chaque intervention	100€
Absence d'un technicien lors de l'intervention d'un sous-traitant ou du bureau de contrôle	x	À chaque intervention	200€
Absence de plan spécifique (permis feu...) lors d'une intervention à risque	x	À chaque intervention	200€
Indisponibilité de tout ou partie du bâtiment (problème de sécurité des biens ou des personnes dû au « Titulaire »)	Au prorata de la surface inaccessible	À chaque heure d'indisponibilité	10 € par m² et par heure

TRAVAUX			
LIBELLE	VALEURS	FREQUENCE	MONTANT DES PENALITES
Remise du plan de progrès	Le 5 juin	Annuelle	150€ par jour ouvré de retard
Établissement d'un devis détaillé pour intervention hors du forfait	4 jours	À chaque demande	200€ par jour ouvré de retard
Présentation d'un devis Non conforme	Devis conforme à l'article Prestation hors forfait du CCTP	À chaque présentation de devis non conforme	100€
Respect du délai de réalisation d'une intervention hors du forfait	Délai mentionné sur la commande	À chaque demande	200€ par jour ouvré de retard

RAPPORTS			
LIBELLE	VALEURS	FREQUENCE	MONTANT DES PENALITES
Remise de la prise en charge	2 mois à compter de la notification	x	500€ par jour ouvré de retard
Remise du tableau de bord mensuel des consommations	Le 5 de chaque mois	Mensuelle	150€ par jour ouvré de retard
Remise du rapport trimestriel	Le 5 de chaque début de trimestre	Trimestrielle	200€ par jour ouvré de retard
Remise du rapport annuel	Le 5 janvier	Annuelle	300€ par jour ouvré de retard
Mise à jour de l'inventaire	Le 5 janvier	Annuelle	150€ par jour ouvré de retard
Mises à jour du plan de prévention	Le 5 janvier	Annuelle	150€ par jour ouvré de retard
Mise à jour du planning de maintenance préventive	2 mois à compter de la notification puis le 5 janvier	Annuelle	150€ par jour ouvré de retard
Remise d'un compte-rendu de réunion	5 jours après la date de la réunion	Après chaque réunion	100€ par compte rendu par jour de retard
Présence d'un représentant du « Titulaire » à chaque réunion	À la demande du Client, Trimestrielle et annuelle	A chaque réunion	500€
Tenue à jour du registre de sécurité	Après chaque contrôle	x	300€ par manquement après constat par le Propriétaire des installations

11.3 Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail (dispositions communes)

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, le titulaire de l'accord-cadre s'expose, après mise en demeure, à la résiliation de l'accord-cadre à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant annuel TTC de l'accord-cadre (prestations forfaitaires), dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

12. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

Le Titulaire peut sous-traiter une partie des travaux et prestations spécifiques faisant l'objet de l'accord-cadre et en particulier, pour obtenir le concours, s'il s'avérait nécessaire, des constructeurs, fournisseurs ou installateurs des matériels pris en charge.

12.1 Déclaration d'un sous-traitant

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution de l'accord-cadre (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code de la commande publique.

12.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 et R2193-12 du Code.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 du Code.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre, s'applique également aux sous-traitants.

13. CONFIDENTIALITE

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG/FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du Titulaire pourraient avoir accès, en particulier en cas d'exécution des prestations dans les locaux du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne faire effectuer aucune prestation, directe ou indirecte, dans le cadre de l'exécution du présent marché en dehors du territoire national français sans l'accord explicite et préalable du CNRS.

Les dispositions de cet article sont complétées par celles des articles 14 et 15 du présent CCAP.

14. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

14.1 Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

14.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables ».

15. CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)

Lorsque les prestations sont exécutées dans une zone à régime restrictif, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique et les mesures de sécurité et de confidentialité spécifiques qui lui sont communiquées par l'établissement. Suivant le niveau de sécurité requis, le titulaire et ses sous-traitants peuvent être soumis à un régime d'autorisation préalable. Les démarches sont effectuées par le titulaire par l'intermédiaire du CNRS.

Le titulaire et ses sous-traitants acceptent que le CNRS ou toutes autorités habilitées puissent procéder à des contrôles de l'application des mesures de sécurité et de confidentialité sur lesquelles ils se sont engagés.

Le titulaire et ses sous-traitants déclarent avoir fait prendre connaissance de ces dispositions aux personnels affectés à l'exécution des prestations.

15.1 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

15.2 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son agent ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre.

À l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

15.3 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser,

le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent Accord-cadre ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'Accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent Accord-cadre. L'exécution de l'Accord-cadre peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent Accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent accord-cadre pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'Accord-cadre à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation de l'Accord-cadre sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'Accord-cadre.

16. OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

17. ASSURANCE

Les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS s'appliquent.

Le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire et les sous-traitants agréés, par le CNRS devront remettre, dans un délai de 8 (huit) jours à compter de toute demande du CNRS, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (articles 1240 et suivants du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages (corporels et/ou matériels) causés au CNRS et/ou aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, il doit produire, à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. L'attestation devra être remise dans le délai de dix jours francs à compter de la demande du CNRS.

Le Titulaire et les sous-traitants agréés par le CNRS s'engagent à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

18. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

18.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

18.2 Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

19. CLAUSES PARTICULIERES

◇ L'exécution de l'accord-cadre est auditable par le CNRS.

Le Titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

◇ Le présent accord-cadre ne pourra faire l'objet de cession partielle ou totale par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

◇ Le Titulaire s'engage à respecter les préconisations du 'Plan Hygiène Sécurité' en vigueur au de l'unité CNRS bénéficiaire de l'accord-cadre.

20. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Pour tous les litiges à naître de l'accord-cadre et de leurs suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

21. DEROGATION – COMPLEMENT AU CCAG/FCS

21.1 Dérogations

- L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.
- L'article 6.1 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.
- L'article 10.2.3 déroge à l'article 23.3 du CCAG/FCS.
- Les articles 11.1 et 11.2 dérogent à l'article 14 du CCAG/FCS.

21.2 Complément

- L'article 15.1 complète l'article 5.3 du CCAG/FCS.